
Les hommes qui voulaient être rois¹

Principautés et nations sur Internet

The men who would be kings. Principalities and nations on the internet

Frédéric LASSERRE

Chercheur associé

Chaire en Études Stratégiques et Diplomatiques
Université du Québec à Montréal

Résumé :

A l'heure du triomphe apparent des systèmes d'information globaux qui aboliraient, nous dit-on, l'espace et confirmeraient la fin des territoires, on voit fleurir de nombreux sites internet qui proposent la création de véritables États avec leur citoyenneté propre, leur Constitution et leur droit. Ces sites pourraient traduire le désir d'une refondation de la notion de communauté politique que permettrait le réseau internet. On s'aperçoit, au contraire, que les plus sérieux de ces sites traduisent des représentations territoriales très classiques, plutôt que de poursuivre le développement de ce concept d'État et de communauté virtuels.

Mots-clés : internet, postmodernisme, territoire, État, représentations territoriales.

Summary :

now is the time for global information systems that would abolish space and would entail the end of the territories, or so are we asked to believe. Several sites on the internet blossomed and advertise the idea of the creation of brand new on-line States, with their own laws, constitution and citizenship. These sites could express the desire for a new kind of political community. However, one has to realize that the most serious of these sites convey very classical territorial images rather than developing this new concept of virtual State.

Keywords : internet, postmodernism, territory, State, territorial images.

Que n'a-t-on entendu de discours sur la globalisation et ses conséquences : le graduel effacement des prérogatives politiques des États, l'importance moindre de la géographie, des territoires et des frontières dans un monde où se multiplient les flux financiers, de marchandises et d'information, dont l'Internet est devenu un symbole. En donnant accès à l'information à chacun sur la planète, l'Internet abolirait les distances et donnerait concrètement forme à ce village global cher à Marshall MacLuhan².

Pourtant, on assiste à une multiplication de sites présentant ce qu'il est convenu d'appeler des " micronations ", ces entités virtuelles qui déclarent leur souveraineté par le biais du réseau Internet. Si la notion de micro-État fait référence aux États (bien réels) de petite taille, comme Saint-Marin, Andorre, Palau ou le Liechtenstein, les " micronations ", selon le terme retenu par leurs pères fondateurs, sont des pays virtuels dont les créateurs se servent du forum international que constitue le réseau pour publiciser leur rêve de régner sur une entité politique autonome et de jouer au chef d'État. Une simple recherche sur Internet permet de recenser sans effort une quarantaine de ces micronations, dont la plupart font état de leur indépendance comme légitimité première de la création de leur site web.

L'Internet favorise l'éclosion de ces nouvelles entités politiques, virtuelles et donc *a priori* peu menaçantes. Serait-ce la confirmation que l'avènement de cet outil de communication mondial contribue à la fin des territoires, au déclin du modèle d'État-nation dont le territoire serait une des

dimensions primordiales, grâce à la constitution de prototypes de nouvelles communautés librement consenties et pour qui la possession d'un espace propre ne serait plus une condition nécessaire à la quête d'une certaine autonomie ? Autrement dit, grâce à l'Internet, ces micronations préfigureraient-elles une nouvelle conception de la Nation, plus consciente des " dangers des revendications territoriales et de ses conflits ", en " affirmant la possibilité d'une citoyenneté non-territoriale " ?³

L'État post-moderne : la déterritorialisation

L'avènement des technologies de l'information qui permettent la transmission quasi-instantanée des télécommunications, l'extrême mobilité des capitaux, le phénomène de globalisation de l'économie et l'effacement progressif des barrières commerciales ont conduit nombre de politologues et d'observateurs à parler de déterritorialisation pour qualifier l'évolution actuelle des États. L'espace et la géographie verraient leur importance au mieux réduite, voire pratiquement éliminée selon certains analystes. L'État post-moderne, pour s'adapter aux mutations géopolitiques en cours qu'impose la révolution des technologies de l'information et la globalisation, devrait cesser de se penser en termes de territoire et d'autorité souveraine sur son territoire, conceptions surannées caractéristiques de l'ordre westphalien, du nom du traité de 1648, qui érigeait le principe de la souveraineté absolue de l'État sur son territoire.

Les tenants de cette position en veulent pour preuve la fluidité des mouvements de capitaux; la disparition de la puissance que l'espace conférait aux vastes États, au profit de la compétitivité et de la capacité technologique; le poids économique accru de l'information, opposée aux matières premières et aux produits manufacturés; l'émergence de menaces déterritorialisées, comme le trafic de drogue, les épidémies contemporaines comme le sida, le terrorisme et les menaces environnementales⁴ sans parler des virus informatiques.

Bien sûr, cette analyse néglige le fait que les flux de capitaux, même mobiles, s'investissent dans des places financières sises dans des villes localisées; que les menaces environnementales varient selon le lieu et que leurs causes sont souvent localisables; que les épidémies, même mondiales, présentent une géographie dont l'analyse constitue un outil de prévention pertinent. Le trafic de drogue, loin d'être un phénomène déterritorialisé, peut au contraire s'aborder sous l'angle de l'analyse géographique et géopolitique⁵. En effet, les trafiquants cherchent à contrôler les zones de production, les routes de transit et les sites de transformation. Loin d'être un phénomène diffus, la drogue pénètre les pays par des points précis, selon des modes de transport définis, et se trouve distribuée par l'intermédiaire de réseaux qui opèrent en des points qui ne sont pas choisis au hasard et sont même l'objet de rivalités entre bandes criminalisées.

Le courrier et le commerce électroniques sont-ils une menace pour la poste, une activité de service traditionnelle ? Depuis 1995, les Postes canadiennes connaissent une érosion de 1 à 2 % par an du volume de lettres personnelles, vraisemblablement en raison de l'essor du courriel (mél en France). Mais les achats par Internet, en hausse constante, fournissent un nouveau créneau d'affaires aux postes, car ce sont elles qui livrent les colis commandés *via* ce symbole de la nouvelle économie de l'information. Les Postes canadiennes prévoient une augmentation de 28% de leur chiffre d'affaires dans ce créneau de 1998 à 2004. On avait déjà prédit la mort des postes à l'avènement du téléphone, puis du télécopieur⁶... De même, le cours des actions des intégrateurs logistiques comme *Federal Express*, *UPS*, *Emery Worldwide* ou *DHL* ne cesse de grimper en Bourse. Dans le monde, les activités de logistique industrielle et commerciale se chiffraient en 1998 à 1 950 milliards \$ et devraient représenter un volume d'affaires de 3 400 milliards \$ en 2010⁷. Un des facteurs de localisation cruciaux des usines de composants de micro-électronique est la proximité d'un aéroport de forte capacité non-engorgé, car les clients de ces sociétés exigent d'être livrés très rapidement⁸; de même, *General Motors* exige de ses fournisseurs qu'ils soient localisés à moins de 4 heures de route, afin d'optimiser la gestion des stocks et de réduire le risque de retards de livraison⁹. Les réseaux virtuels n'ont pas éliminé les réseaux réels : ainsi donc, même à l'aube annoncée d'une nouvelle ère économique, les activités traditionnelles de transport, qui s'incarnent dans la spatialité, la territorialité des activités humaines, ont encore un bel avenir devant elles.

Les micronations d'Internet : des jeux très sérieux

En ce cas, la déterritorialisation des États et des sociétés affecterait-elle davantage les modèles géopolitiques que les activités économiques, dont l'essor des activités liées aux technologies de l'information transforme, mais sans les éliminer, les activités plus anciennes ? La perméabilité croissante des frontières, les remises en cause de la souveraineté absolue de l'État par des ensembles supranationaux comme l'Union européenne et des associations régionales comme celle du Bade-Wurtemberg, de la Catalogne, de la Lombardie et de Rhône-Alpes, amènent certains analystes à penser, selon une optique post-moderne, que la fin de la guerre froide et l'avènement de la nouvelle économie disqualifient le modèle westphalien dans lequel les États se conçoivent comme des cellules géopolitiques dont l'espace de souveraineté se définit par leur territoire¹⁰. La relation ontologique entre le pouvoir et son territoire serait désormais chose du passé, analyse que semblerait confirmer la floraison de micronations sur l'Internet, constellation d'États virtuels qui signifierait l'invention d'une nouvelle forme de communauté politique, cette fois-ci entièrement désincarnée et détachée de la territorialité.

Le désir de quelques esprits aventuriers ou ambitieux de créer des micronations, de petits États séparés dont ils deviendraient les rois ou les présidents, n'est pas récent. Déjà en 1837, lors de la rébellion du Haut-Canada contre l'autorité britannique, l'un de ses leaders, William Lyon Mackenzie, s'était réfugié dans l'île Navy de la rivière Niagara, dont il avait déclaré l'indépendance. En 1929, Martin Coles Harman acheta l'île Lundy, dans le canal de Bristol, et émit ses propres timbres et pièces de monnaie. Depuis 1952, Eli Avivi préside aux destinées de l'État autoproclamé d'Akhzivland, enclavé en Israël au nord de Nahariya, et délivre des visas aux visiteurs¹¹. En 1977, Félix Benoît, mécontent du rattachement de l'Île Barbe au 9^e arrondissement de Lyon, a proclamé la République de l'Île Barbe dont il est devenu le Gouverneur. Il a créé sa monnaie (le Poil) et a écrit à l'ONU afin d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur le droit à l'autodétermination de son pays ; lui aussi émet des visas aux visiteurs.

L'originalité du phénomène des micronations sur Internet réside dans le fait qu'elles acquièrent leur légitimité grâce à ce réseau : elles ne se conçoivent pas sans le forum que le réseau constitue, qui permet à leurs " gouvernements " de se faire connaître, et à leurs " citoyens " de discuter des affaires de leur micronation. Bon nombre de ces micronations ne se veulent pas autre chose qu'une plaisanterie, qu'un jeu de rôle de la part de leurs auteurs. Ainsi en est-il de la République libre du Frioul¹², dont les billets " sont au libre cours des imaginations¹³ ", du Splotchland¹⁴, du Commonwealth de Cyberia¹⁵, du Royaume de Choconia, du Royaume de Zarahemla¹⁶, du Grand Duché de Haren¹⁷, qui revendique la ferme de ses propriétaires ainsi que Valles Grandes sur Mars et Haren City sur Ganymède, un satellite de Jupiter. Ainsi en est-il aussi de micronations au ton un peu plus grave, comme si leur auteur avait voulu se faire plaisir en se prenant au jeu, comme la République Maya¹⁸, au territoire couvrant l'ancienne aire culturelle des Mayas, ou l'Empire d'Aerica, qui revendique le nord de la planète Pluton, des territoires martiens, un pré bien terrestre et 2,5 m² à Montréal, mais précise, sur le formulaire de demande de naturalisation, qu'Aerica " n'est pas un jeu, ni une lubie "¹⁹.

Fonder de vrais États

De nombreux sites, cependant, affichent des objectifs beaucoup plus ambitieux que le simple jeu de rôle et la farce sur Internet. Il s'agit de constituer de véritables appareils d'État, des gouvernements, d'établir des relations diplomatiques avec d'autres micronations, mais aussi avec des États bien réels dont on souhaite obtenir la reconnaissance officielle : ainsi en est-il de la Principauté de Hutt River vis-à-vis de l'Australie, et de la Principauté de Sealand à l'égard du Royaume-Uni. En fait, plus les auteurs des micronations sont sérieux dans leur projet, plus complexe et complète sera leur démarche dans le but de créer l'image d'un État souverain quasi-réel. Ainsi constitue-t-on des gouvernements, vote-t-on des lois, imprime-t-on des passeports, revendique-t-on des territoires bien réels. À l'exception de la République de Lomar ou de Mingovia, loin de fonder des États territoriaux en mettant à profit le caractère virtuel de l'Internet, les gouvernements des micronations qui se prennent au jeu font état d'un territoire, sur un mode parfois plutôt humoristique (Royaume de Talossa), mais le plus souvent très sérieux.

Ainsi, la Principauté de Hutt River²⁰, constituée en 1971 après référendum de la population locale, couvre-t-elle environ 75 km² en Australie Occidentale et a pour capitale la petite ville de Nain. Cet État bat monnaie et imprime ses propres passeports. La Principauté de Sealand²¹, proclamée en 1967, est

sisée sur une ancienne plate-forme de l'armée britannique, Roughs Tower, construite pendant la Seconde Guerre mondiale dans les eaux internationales au large du Royaume-Uni. Ces deux principautés ont eu des démêlés avec la justice de leurs grands voisins, lesquels sont forts embarrassés et hésitants sur l'attitude à adopter face à une évolution de plus en plus franche vers une affirmation à caractère politique. La désobéissance civique et l'autodéfense armée étaient les pierres de touche de la philosophie politique de la Commune Libre de Justus, qui avait proclamé son indépendance au Montana en 1994. Lassé par la plaisanterie, le Gouverneur a fait procéder à l'arrestation de l'ensemble des Communards en juin 1996²². La Principauté de Nouvelle Utopie revendique le banc Misteriosa, à l'ouest des îles Caïmans, dans la mer des Caraïbes. Son fondateur, le Prince Lazarus (Howard Turney) s'efforce de rassembler les millions de dollars nécessaires à l'édification de la future ville sur le récif, qui sera, affirme-t-il, un paradis fiscal et un des " grands centres financiers du monde²³ ". Ladonia s'étend sur un petit coin du sud de la Suède. La Principauté de Freedonia, " état sans territoire ", cherche à corriger cette fâcheuse situation et à acquérir une ou deux petites localités, Zeïla et Bol Ado, près de la frontière avec Djibouti, au nord-ouest du Somaliland, province sécessionniste de Somalie indépendante *de facto*²⁴. Le Saint Empire de la Réunion comprend le département français du même nom, redivisé en capitaineries²⁵. Le Royaume de Talossa, à l'origine la chambre du fondateur en 1979, s'est progressivement étendu pour couvrir tout un quartier de Milwaukee : il est possible de suivre l'expansion territoriale du royaume sur son site Internet²⁶. La Principauté de Saya del Malha, est constituée d'un banc de sable dans l'océan Indien, *terra nullius* et dont pouvait donc prendre possession n'importe qui, selon Pierre Metzger qui l'a fondée en 1989²⁷. La Principauté Souveraine de Corvinia revendique plusieurs îles et points précis du Danemark.

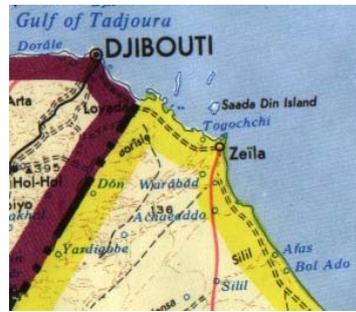
Territoires revendiqués par la Principauté souveraine de Corvinia



1. Copenhague: cœur de la Principauté; Grand Duché de Fugleøen; Duchés de Fiskeøen, Trekroner et Flakfortet.
2. Møn: Corvinia revendique la partie Est.
3. Enø: Duché d'Enø.
4. Samsø: Grand Duché de Samsø.
5. Farø: Comté de Farø.
6. Rødsand: Baronnie des Rødsand Skerries.
7. Ærø: Duché d'Ærø.
8. Hanø: Comté de Hanø [hors carte].
9. Bygdø: Comté de Bygdø [hors carte].

Source : www.corvinia.org/minedu/corvmaps.html

Territoire potentiel de la Principauté de Freedonia : Zeïla ou Bol Ado



Source : www.freedonia.org/sovereignty.html

Des États virtuels aux traits pourtant très classiques

En fait, plusieurs caractéristiques communes permettent de décrire ces créations virtuelles qui aspirent à une territorialité plus concrète – ou, à tout le moins, à une certaine influence politique.



Armes de la République de Lomar

- *Un goût marqué pour un certain appareil*

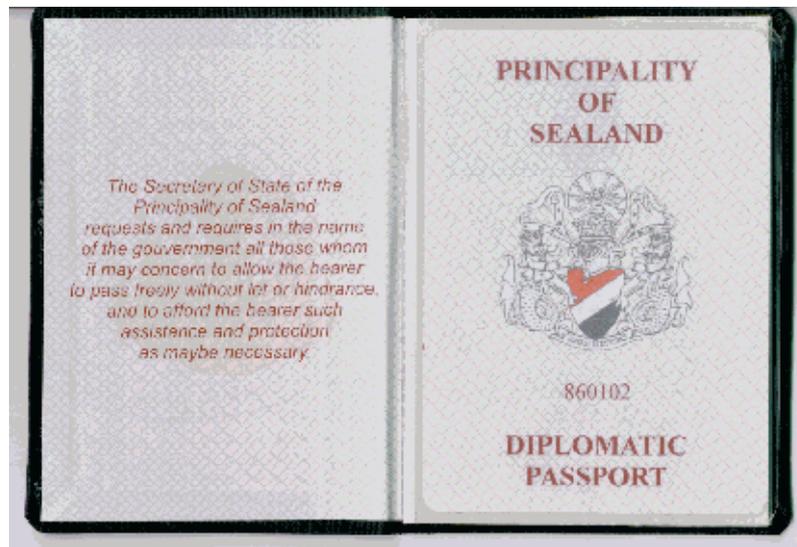
Très soucieuses de protocole, de règles, de symboles, ces micronations sérieuses ont recréé tout l'ensemble des symboles étatiques : drapeau, hymne, armes, monnaie, processus de naturalisation, passeports, titres, ambassadeurs. Certains sites préservent un certain recul : " Le Royaume de Talossa vous offre la pompe et le faste d'une monarchie constitutionnelle²⁸. " Ces communautés d'internautes, reliées par l'Internet et une citoyenneté solennellement octroyée, fonctionnent de façon très structurée, en contradiction avec les habitudes de la plupart des utilisateurs du réseau²⁹. De fait, loin de mettre l'accent sur le caractère associatif de leur communauté que permet de promouvoir le web, les micronations soulignent plutôt leur souveraineté.

- *Une nette préférence pour le système monarchique*

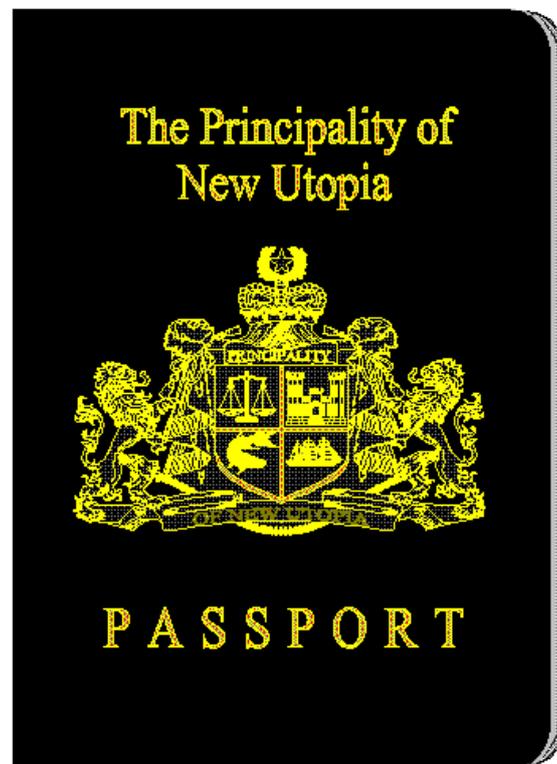
Corollaire sans doute de ce goût pour le faste et le symbole, la plupart des micronations sont des monarchies souvent constitutionnelles, royaumes, principautés ou empires, dont le souverain est bien entendu le créateur du projet. On y trouve de rares républiques libérales, et même une république communiste, les Provinces Unies d'Utopie³⁰.

Drapeau de la Principauté de Freedonia





Passeports des Principautés de Sealand et de Nouvelle Utopie



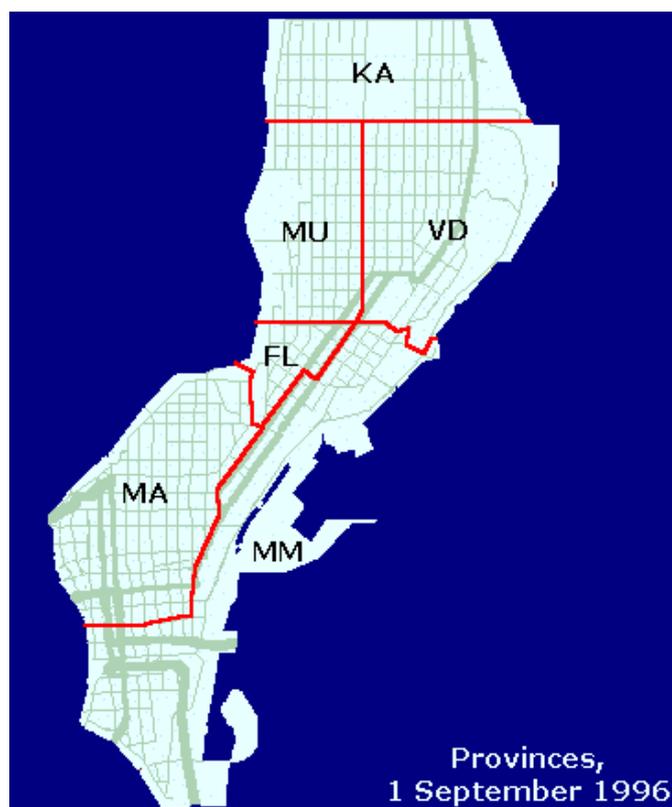
◦ *Une fascination pour le monde diplomatique*

Outre le passeport que créent ces micronations, la plupart sont dotées d'un ministère des Affaires étrangères, et certaines d'un ministère de la Défense. Elles développent un réseau d'ambassadeurs, dont l'octroi du titre est d'ailleurs un élément publicitaire pour attirer de nouveaux citoyens. Bien sûr, elles développent entre elles des relations internationales, s'alliant, fusionnant, faisant sécession, constituant des confédérations, se reconnaissant mutuellement ou encore refusant la double citoyenneté virtuelle, réclamant à leurs citoyens l'allégeance unique à leur État...

◦ *Un goût pour la gestion du territoire*

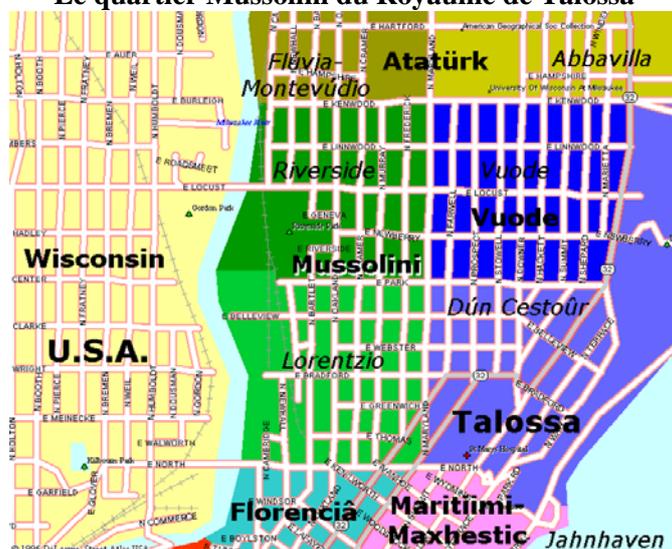
Corollaire de la volonté de présider aux destinées de leur nouvel État, et donc de marquer un territoire de leur empreinte, ou simple goût pour la géographie de leur nouveau pays ? Toujours est-il que certains créateurs de micronations, lorsqu'ils revendiquent un territoire précis, consacrent des efforts à son découpage précis, à la géographie historique des modifications de celui-ci, à la production des cartes qui permettent au curieux de saisir cette information, comme l'Empire Sacré de la Réunion ou le Royaume de Talossa, voire à l'exposé de la stratégie destinée à doter la micronation de son territoire propre et des avantages stratégiques que celui-ci comprendra (Principauté de Freedonia).

Le Royaume de Talossa en 1996



Cartes extraites du site du Royaume de Talossa

Le quartier Mussolini du Royaume de Talossa



- *L'absence de critère culturel*

Ces micronations ne cherchent pas à créer de culture distincte : au-delà de l'usage de symboles, comme pour la République de Lomar, qui a adopté une graphie inspirée des alphabets grec et cyrillique, aucun argument culturel n'est invoqué pour légitimer leur volonté d'indépendance. Le Royaume de Talossa, qui a créé sa propre langue, n'en fait pas mention comme facteur justifiant sa souveraineté, et la Principauté de Corvinia, qui a pour langues le danois, l'anglais et l'interlingua, ne s'étend pas sur ce sujet.

- *Des ambitions réelles... nourries d'utopie*

La Principauté de Nouvelle Utopie est née du rêve du Prince Lazarus de créer un État sans impôts et sans aide sociale, une oasis de la libre entreprise sans contraintes gouvernementales³¹. C'est ici une utopie socio-économique qui anime son créateur. La Nouvelle-Utopie, la République de Lomar et les

Principautés de Hutt River et de Sealand aspirent réellement à l'obtention d'une reconnaissance diplomatique. Le gouvernement de la Nouvelle-Utopie a d'ores et déjà écrit à Kofi Annan afin de demander son admission parmi le concert des États; embarrassée, l'ONU lui a répondu qu'elle préférerait attendre que la Nouvelle-Utopie ait été véritablement bâtie avant de se prononcer. Sealand et Hutt River profitent de précédents judiciaires pour se prévaloir d'une situation que leurs créateurs interprètent comme une reconnaissance *de facto*. Ainsi, un tribunal britannique, saisi par l'Amirauté du cas de l'occupation de son ancienne tour de défense, au large des côtes, par les fondateurs de la Principauté de Sealand, s'est vu déboutée au motif que le tribunal ne pouvait juger des événements extra-territoriaux, puisque Roughs Tower se trouvait en dehors des eaux territoriales britanniques.

Ce qui semble attirer les internautes qui en deviennent citoyens, outre le faste et la gloire, c'est l'impression de participer au processus de décision et de construction de ces micronations, d'avoir un poids réel sur leur processus politique ou de participer à leurs relations diplomatiques. Selon Fabrice O'Driscoll, de l'Institut Français de Micropatologie, ces micronations " ont toutes un point en commun. Elles marquent une tentative de rupture avec un environnement politique dans lequel les citoyens ne se reconnaissent plus³². "

On ne peut cependant que constater que, loin de s'efforcer de proposer des solutions originales à cette dialectique de l'identification des citoyens à leurs institutions contemporaines, les créateurs des micronations s'en remettent à des formules qui paraîtront fort archaïques aux chantres de la nouvelle économie et de l'aube d'une ère nouvelle pour l'humanité, dont les technologies de l'information et l'Internet constituaient les hérauts. Les citoyens potentiels sont appelés à s'identifier à des institutions politiques virtuelles très classiques dans leurs formes, à des formes d'État et de gouvernement quelque peu surannées dont les ambitions, loin de sonner le déclin de l'importance de la géographie, sont souvent de quitter le monde du virtuel pour s'enraciner dans celui du réel par l'intermédiaire d'un vrai territoire.

La post-modernité ne revêt pas toujours les formes que l'on croit...

The sampling fraction is different from the response rat. To calculate the true response it would be necessary to know both the number of questionnaires sent to addresses per ED and number returned.

¹ Rudyard Kipling, *L'homme qui voulait être roi*, 1888.



² Marshall MacLuhan, " Nous vivons maintenant dans un village global "; *Le Médium est le Message*.



³ République de Lomar, www.republic-of-lomar.org/archives/root_backup/citizenship.htm



⁴ Gearóid Ó Tuathail, " De-Territorialised Threats and global Dangers : Geopolitics and Risk Society ", *Geopolitics*, vol.3, 1, 1998:17-23.



⁵ Voir par exemple les travaux fort intéressants de l'Observatoire Géopolitique des Drogues, www.ogd.org



⁶ *L'Actualité*, 15 novembre 1999.



⁷ Selon *Investissement Québec*, direction Recherche, et Cass Logistics.



⁸ *Far Eastern Economic Review*, 11 novembre 1999.



⁹ *Investissement Québec*, direction Recherche.



¹⁰ Gearóid Ó Tuathail, op.cit., *Geopolitics*, vol.3, 1, 1998:17



¹¹ Institut Français de Micropatologie, www.geocities.com/CapitolHill/5829



¹² www.bregantin.org/RLF



¹³ *Libération*, 2 octobre 1998.



¹⁴ www.tfn.net/~mats/mic.html



¹⁵ www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/2673/people



¹⁶ <http://randyb.byu.edu/alioth/zarahemla.html>



¹⁷ www.erinet.com/rharen/realm.html



¹⁸ www.geocities.com/CapeCanaveral/Lab/2948/mayah.html



¹⁹ <http://geocities.com/SouthBeach/Surf/6818/citform.html>



²⁰ <http://www.wps.com.au/hutriver/hut1.htm>



²¹ www.principality-sealand.net



²² Institut Français de Micropatologie



²³ *Courrier International*, spécial Îles, juillet 1997; www.new-utopia.com



²⁴ www.freedonia.org/sovereignty.html



²⁵ www.reuniao.org



²⁶ www.talossa.com



27 <http://membres.tripod.fr/SayaDeMalha/index-2.html>



28 www.execpc.com/~talossa/patsilor.html



29 Olivier Galibert, thèse de doctorat sur les phénomènes communautaires sur l'internet, cité par *Libération*, 2 octobre 1998.



30 <http://membres.tripod.com/~upou/>. Site temporairement fermé.



31 *Courrier International*, spécial Îles, juillet 1997.



32 *Libération*, 2 octobre 1998.



© CYBERGEO 2000

F. LASSERRE, No 129, 14 mars 2000



[Page d'Accueil](#)



[Sommaire de la rubrique](#)